L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 25 AOUT 1866.

G. F. WEISSE & Cie.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10, par semestre, $5, par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 CENTS.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $4, par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans un nouveau journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces commerciales de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 le mois ou mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur leurs prix indiqués et donnés pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu entre elles; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents nets la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de grandes leur seront envoyés à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 25 AOUT 1866.

L'ABEILLE DU DIMANCHE.

L'*Abeille du Dimanche* est une édition spéciale, en dehors de l'abonnement, et que nous vendons aux marchands de journaux, ainsi que dans nos bureaux. Cette édition répond aux *désirs* de nos confrères américains, en ce qu'elle comprend, non-seulement des matières entièrement nouvelles, mais toutes celles qui ont paru pendant la semaine. Les personnes qui n'ont pas les moyens de s'abonner ou d'acheter le journal tous les jours, pourront donc, en le prenant le dimanche, y trouver la plus grande partie de ce qui y a été publié pendant les six jours précédents.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs.—Deux lots de terre, situés dans la Nouvelle-Orléans, ayant été révoqué par le général Sheridan, vous me rapporterez, comme par le passé, toutes les affaires concernant la police.

Respectueusement,

JOHN T. MONROE, Maire.

M. CHARLES BOUDOUSQUÉ. — Nous avons peine d'annoncer la mort de M. Charles Boudousquié qui a succombé hier matin à une longue et douloureuse maladie dont il avait senti la première atteinte pendant son séjour dans la confédération où, comme beaucoup d'autres patriotes bannis de notre ville par le général Banks, il était allé chercher refuge. M. Charles Boudousquié était un de nos citoyens les plus connus et sa biographie n'appendrait rien à personne. Qui ne sait en effet que M. Ch. Boudousquié, obéissant plutôt à un sentiment d'artiste qu'à un sentiment industriel de spéculateur, consentit à diriger le théâtre d'Orléans à la place de M. Davis qui a été lui faire réaliser le projet caressé par lui depuis longtemps de se retirer en France. Sous la direction nouvelle l'art dramatique à la Nouvelle-Orléans reçut un développement qu'il n'avait pas encore atteint, quelquefois, sous l'impulsion éclairée et habile de M. Ch. Boudousquié, une compagnie se forma pour élever un autre théâtre, un théâtre plus vaste et sous tous les rapports plus digne que celui du patronage public. Le projet fut réalisé et deux années déjà avaient pu de grands succès consacré la nouvelle salle lorsque la guerre vint en interrompre le cours.

Cette époque fut pour l'homme que nous regrettons plus calamiteuse que pour tout autre, et M. Ch. Boudousquié, complètement dérouté dans sa carrière, nous revint de la Mobile avec un découragement profond dont il ne put jamais se relever depuis.

M. Ch. Boudousquié, issu d'une des plus anciennes et des plus honorables familles de la Louisiane, laisse de nombreux parents que la pierre a fort éprouvés aussi et quantité d'amis que les avaient fait ses qualités aimables d'homme du monde, son esprit cultivé, son caractère élevé et digne, sa libéralité et son extrême délicatesse. Nous n'avançons rien de trop en disant que sa mort causera dans notre ville un vide dont beaucoup de gens s'apperceviront et sera en même temps l'objet de regrets universels.

TEMPÉRATURE, 24 août 1866.
Communiquée par C. Dufaillay.

	FAHRENHEIT.
6 heures du matin	76 degrés.
Midi	86 "
3 heures du soir	86 "
6 heures du soir	82 "

Hostilité des Radicaux contre le Président.

Le 15 août, pendant que la Convention de Philadelphie tenait une séance où les Radicaux devaient dénoncer au peuple des Etats-Unis comme des ennemis de la Constitution, du droit des Etats et de l'Union, un meeting avait lieu à New-York au Cooper Institute où les conservateurs et les citoyens du Sud n'étaient pas dénoncés avec moins de vigueur et d'emportement. Le Président Johnson était particulièrement l'objet des attaques des Radicaux, auxquels M. Greeley proposait la résolution suivante qui a été adoptée à l'unanimité:

"Résolu que nous considérons le Président des Etats-Unis comme coupable devant Dieu et devant la nation du crime d'avoir permis le massacre de citoyens loyaux des Etats-Unis, par des rebelles qui, pendant quatre ans, ont cherché à détruire l'Union. Il ne saurait donner aucune excuse à sa conduite, tuais, au contraire, il mérite la réprobation de tous les partisans de l'ordre et de la liberté dans notre pays."

Il n'est pas question de politique dans cette résolution, mais il y a plus que cela, il y a en trois ou quatre lignes, contre le Sud un réquisitoire chargé de plus de venin. M. Greeley parle du *massacre de citoyens loyaux exécutés par des rebelles qui pendant quatre ans ont cherché à détruire l'Union*. Cette dernière partie de la sentence est exactement vraie. Nous croyons que le Sud a cherché pendant quatre ans à détruire l'Union et que l'histoire gravera cette vérité en caractères éternels.

Mais ces quatre ans sont passés; le Sud a cherché à s'étendre, et n'a pas atteint son but. S'ensuit il que maintenant qu'il est soumis, il veuille nécessairement massacrer les loyalistes? Non, et le Sud ne l'a pas fait. Le Sud n'a pas massacré un seul citoyen loyal depuis que la guerre est finie, c'est à dire depuis qu'il n'a plus à les combattre sur les champs de bataille, et M. Greeley, tout Greeley qu'il est, ne parviendra pas—à faire croire que le Sud est peuplé d'assassins, et que, de propos délibéré, on ait voulu y faire une St-Barthélemy de loyalistes.

Il est surprenant, d'ailleurs, que M. Greeley qui a du talent et du savoir et qui doit avoir du bon sens, ait représenté le président Johnson comme l'instigateur de ce massacre. Le président Johnson a-t-il rien fait ou rien dit qui ait pu donner lieu à cette accusation? Le président Johnson a soutenu nécessairement l'autorité civile qu'il avait restaurée? Pouvait-il faire autrement sans commettre une injustifiable inconséquence? Des conspirateurs ont été ourdies; du petite ambitieux ont tramé dans l'ombre le plus complote contre la sûreté de l'Etat; ils visent à le renverser pour avoir des places; ils ont l'adresse d'intéresser à leur projet ténébreux d'innocents affranchis séduits par des paroles perfides; des désordres éclatent; on confie s'engage entre l'autorité civile et des émeutiers; l'autorité se défend, et parce qu'elle a usé d'armes dont on usait contre elle, et parce qu'il y a eu plus de morts ou de blessés d'un côté que de l'autre, on dira qu'elle a massacré et qu'elle a massacré par l'instigation du président Johnson!

Il faut être exalté-radical, — il faut être ultra-anti-sudiste, — il faut être aveuglé par toutes les plus basses passions de l'esprit de parti pour trouver des choses d'une flagrante aussi manifeste; et si M. Greeley ne croit pas, il est bien coupable de tâcher d'y faire croire les autres en répandant ses calomnies dans son journal et en les proclamant dans un meeting.

Du reste, nous avons compris, au tôt de la presse du Nord, qu'elle n'était pas bien satisfaite de l'impression que les fausses correspondances et les articles d'indignation avaient produite sur l'esprit du peuple. La presse s'est passionnée à propos de rien; la presse du Nord est resté froid à cette querelle qui lui a paru, sans doute, beaucoup plus noire que blanche, et ceux la seuls qui sont affiliés au parti radical ont fait écho aux diatribes du journal de M. Greeley. Il semble même que si le parti radical persiste dans son hostilité contre le Président et le Sud, il commence à éprouver quelque isolement dans l'effusion théâtrale de ses calomnies et de ses haines.

Affaires d'Europe.

Suivant une dépêche de Berlin, la Prusse n'aurait pas entièrement abandonné l'idée de faire entrer les Etats de l'Allemagne du Sud dans la Confédération germanique, car les conférences ministres discutait précisément cette question avant-hier. Ceci s'accorde peu avec l'article du *Moniteur* prussien que nous avons reproduit hier. Mais il paraît que ce n'est le Sud lui-même qui demande à rentrer dans le giron de la Confédération. Voici, en effet, un article de la *Gazette du pays de Bade* (*Badisch Landes Zeitung*) que nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs:

PAS DE FRONTIÈRES DU MEIN, LIBRE ACCÈS
ENTRE LE SUD ET LA PRUSSE ET AU
PARLEMENT ALLEMAND.

Tout indique que la Prusse,—par ménagement sans doute pour les puissances européennes, qui veulent la déplacer se forment un Etat fédératif de près de quarante millions d'Allemands, sous l'hégémonie de la Prusse, et peut-être aussi par égard à la sotte antipathie contre les Prussiens, qui y est si longtemps établie dans le Sud,— tout indique que la Prusse a résolu d'abandonner l'Allemagne du Sud à elle-même. Le résultat serait la Confédération d'Etats, ou un Etat fédératif du Midi. Ce n'est point ainsi qu'entend réunir l'Allemagne du Nord, la France et l'Autriche. Ce serait la pour nous le plus grand malheur, et nous ne pouvons croire à ce but de cognizer.

Entre trois grandes puissances, le groupe des Etats du Sud serait beaucoup trop faible pour prétendre à une existence nationale indépendante. Il serait le jouet des trois puissances, la cible de leurs intrigues et de leurs visées d'agrandissement. Le Sud ne pourrait arriver à la sécurité et à l'unité qu'en se mettant sous le protectorat d'une grande puissance.

On notre intérêt nous attire-t-il donc? Certainement pas du côté de l'Autriche. Au point de vue économique, intellectuel et politique, nous sommes liés, en bien comme en mal, à la Prusse. Dans la question de territoire, voir l'annonce publiée dans une autre colonne.

RESTAURATION DU GOUVERNEMENT CIVIL.

D'après récent du général Sheridan qui révoque l'ordre du 20 juillet établissant la loi martiale à la Nouvelle-Orléans, semble avoir créé un doute dans l'esprit de beaucoup de gens quant aux intentions réelles du commandant du département.

Nous apprenons cependant que les autorités de la ville ont compris que l'ordre les restaurait dans tous les pouvoirs dont elles étaient investies par la loi avant le 30 juillet et restaurait aussi dans leurs fonctions toutes les diverses branches du gouvernement municipal sans avoir besoin de se référer exceptés, dans les cas extraordinaires, aux autorités militaires.

En vertu de ce dernier ordre du général Sheridan, le maire Monroe a adressé les instructions suivantes au chef de police, Thos. S. Adams:

Monsieur,—L'ordre militaire du 30 juillet, établissant un gouvernement militaire à la Nouvelle-Orléans, ayant été révoqué par le général Sheridan, vous me rapporterez, comme par le passé, toutes les affaires concernant la police.

Respectueusement,

JOHN T. MONROE, Maire.

Affaires d'Europe.

Suivant une dépêche de Berlin, la Prusse n'aurait pas entièrement abandonné l'idée de faire entrer les Etats de l'Allemagne du Sud dans la Confédération germanique, car des conférences des ministres discutait précisément cette question avant-hier. Ceci s'accorde peu avec l'article du *Moniteur* prussien que nous avons reproduit hier. Mais il paraît que ce n'est le Sud lui-même qui demande à rentrer dans le giron de la Confédération. Voici, en effet, un article de la *Gazette du pays de Bade* (*Badisch Landes Zeitung*) que nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs:

PAS DE FRONTIÈRES DU MEIN, LIBRE ACCÈS ENTRE LE SUD ET LA PRUSSE ET AU PARLEMENT ALLEMAND.

Tout indique que la Prusse,—par ménagement sans doute pour les puissances européennes, qui veulent la déplacer se former un Etat fédératif de près de quarante millions d'Allemands, sous l'hégémonie de la Prusse, et peut-être aussi par égard à la sotte antipathie contre les Prussiens, qui y est si longtemps établie dans le Sud,— tout indique que la Prusse a résolu d'abandonner l'Allemagne du Sud à elle-même. Le résultat serait la Confédération d'Etats, ou un Etat fédératif du Midi. Ce n'est point ainsi que l'entend réunir l'Allemagne du Nord, la France et l'Autriche. Ce serait la pour nous le plus grand malheur, et nous ne pouvons croire à ce but de cognizer.

Entre trois grandes puissances, le groupe des Etats du Sud serait beaucoup trop faible pour prétendre à une existence nationale indépendante. Il serait le jouet des trois puissances, la cible de leurs intrigues et de leurs visées d'agrandissement. Le Sud ne pourrait arriver à la sécurité et à l'unité qu'en se mettant sous le protectorat d'une grande puissance.

On notre intérêt nous attire-t-il donc? Certainement pas du côté de l'Autriche. Au point de vue économique, intellectuel et politique, nous sommes liés, en bien comme en mal, à la Prusse. Dans la question de territoire, voir l'annonce publiée dans une autre colonne.

Nouvelles de la Havane.

Emeute de la Nouvelle-Orléans.

IMPRESSION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

Interrogatoire de Sheridan.

SES RÉPONSES TÉLÉGRAPHIQUES.

Il dénonce tout le monde.

LES BLANCS-NOIRS ET LES BLANCS-BLANCS.

Il attaque les Têtes de la Police.

IL ACCUSE LE MAIRE MONROE.

&c., &c., &c.

Par le Câble.

Florence, 23.—Victor-Emmanuel a lancé un décret d'amnistie pour les exilés politiques et pour tous les prisonniers dans toute l'Italie et dans tous ses domaines. Ce décret comprend Mazzini et d'autres hommes de moindre importance. Le rapport suivant lequel Garibaldi devait donner sa démission ou l'avait déjà donnée est démenti par ceux qui sont dans une position à être bien informés.

Londres, 23 au soir.—Le marché monétaire est ferme. Les consolidés ont haussé de 1/4 au comptant et sont à 88 3/4.

Le marché pour les sécurités américaines est plus ferme, les dernières cotes accusant une amélioration. Les dernières ventes d'aujourd'hui ne sont faites à 70 1/4 pour les 5-20.

Liverpool, 23.—Le temps est plus favorable pour les récoltes.

Le coton est plus ferme mais sans changement dans le cours.

Wheeling, Ouest Va, 24.—Une convention, en donnant la politique du président, et nommant le colonel Smith pour gouverneur et J. W. Kennody pour secrétaire d'Etat, a eu lieu hier.

New York, 24.—L'or a fermé à 146.—Les 5-20 de 1862 à 104 1/2 à 3/8.—10-40's 102.—Le coton était ferme à la clôture avec des ventes de 1,200 balles. Middling 33 1/2 à 34.

Mobile, 24.—Vente de coton aujourd'hui, 200 balles, et dans la semaine, 1,850 balles; reçu dans ce laps de temps, 1,543 balles. Total des importations de la saison, 421,669 balles; exporté cette semaine, 3,320; stock dans le port, 29,663.

Vicksburg, 24.—Il n'y a que quelques cas de choléra ici, parmi la population noire.

Pendant ici descendant le fleuve, le Ruth, le Pauline Carroll, le John Kilgow et le Grey Eagle. Le fleuve baisse.

Des avis de la Havane, du 18 de ce mois, disent qu'on observe une quarantaine stricte sur tous les navires venant des ports des Etats-Unis. Cipriano del Mazo doit remplacer le gouverneur politique Delarega. Plusieurs navires sont sortis dans le port, avec un grand nombre de coolis. Les affaires étaient sans activité à la Havane.

Washington, 24 août.—La correspondance officielle relative aux affaires de la Nouvelle-Orléans, y compris les dépêches du Président au Président et celles qu'il a transmises, et d'autres documents officiels, vont être publiées demain. Ces pièces ont été fournies, par autorité, à la presse, afin que l'on puisse apprécier la conduite qu'a tenue le Président dans cette circonstance.

Sheridan, sous la date du 2 août, dit: D'après toutes les informations que je puis recueillir sur l'affaire, elle devient toujours plus révoltante; ce n'était pas une émeute, mais absolument un massacre excité par la police et dont la cruauté meurtrière n'a pas été dépassée par celle du Fort Pillow. Ça été un meurtre que le maire et la police de la ville ont exécuté sans ombre de nécessité. En outre, je crois qu'il était préméditée et tout l'indique. Je recommande le renvoi de ce mauvais homme, le maire Monroe; je crois que cela aurait accueilli par les plus sincères félicitations de tous les amis de la population de la ville. Il y a eu un sentiment d'indignation ici à cause de cet homme, et ce sentiment est si fort aujourd'hui que la sureté des personnes et des propriétés repose non sur les autorités civiles, mais sur les autorités militaires.

Le Président a adressé plusieurs questions à Sheridan, entre autres:

«La réunion d'une convention et de la matière pour la proclamation a-t-elle eu été la principale cause des procédés illégaux et tumultueux des autorités civiles de la Nlle Orléans, et les autorités civiles ne peuvent elles pas faire entendre juste justice contre tous ceux qui ont offensé les lois?

Sheridan répond sous la date du 6 août: La cause immédiate de cette terrible affaire était la réunion de la convention. La cause immédiate était le sentiment d'amertume et d'antagonisme qui a grandi dans cette communauté depuis l'abandon du maire actuel qui, dans l'organisation de la police, a choisi plusieurs forcenés bandits dont quelques-uns sont connus pour être des assassins.

Les gens de sang n'ont aucune confiance dans le maire et sont effrayés par les thugs dont plusieurs ont été incorporés dans sa force de police. Il est inutile de déguiser l'hostilité qui existe ici de la part d'un grand nombre d'hommes à l'égard des gens du Nord, et cette affaire malheureuse a précipité les choses de manière à ce qu'on ne puisse plus savoir quelle sera la situation des gens du Nord; s'ils pourront vivre ici dans une terreur constante ou non; s'ils pourront être protégés dans leurs personnes et leurs propriétés, et obtenir justice dans les cours.

Quant à la question de savoir si les autorités civiles pourront faire exécuter les lois contre les coupables des deux partis, je dois dire que mon opinion sans équivoque est qu'elles ne le peuvent pas.

Le juge Abell dont j'ai étudié la conduite avec attention pendant près d'une année, me paraît être maintenant un des hommes les plus dangereux que nous ayons ici pour la paix et le repos de la ville. Les principaux membres de la convention, R. King Cutler, Hahn et autres, ont été des agitateurs politiques et sont de mauvaises gens. Je regrette de dire que le gouverneur Wells a vacillé dans sa conduite et que dans les derniers troubles il a montré peu de qualités viriles.

Le 7 août, le secrétaire Stanton écrit à Sheridan:

Le 3 de courant des instructions du général Grant vous ont été adressées conformément aux ordres du Président, vous enjoignant à continuer le régime de la loi martiale aussi longtemps que cela serait nécessaire pour maintenir la paix publique et vous ordonnant de ne permettre à aucune des autorités civiles d'agir, si vous pensiez une telle action dangereuse pour la sûreté publique, et aussi de ne pas perdre un moment pour rechercher les causes qui ont conduit à l'émeute et aux faits qui s'y rattachent.

Par ordre du Président vous avez été investi commandant militaire en chef de toute autorité pour le maintien de la paix et de la sureté publique; il ne voulait que vous agissiez dans le rien de plus pendant l'enquête dont vous êtes chargé, mais si, dans votre jugement, vos pouvoirs ne suffisent pas pour maintenir la paix jusqu'à ce que les faits relatifs à l'émeute soient établis, vous les demanderez à ce département pour l'information du Président.

La correspondance se termine par la lettre du maire Monroe, du lieutenant-gouverneur Voorhies et de l'avocat général Herron, donnant circonstanciellement la cause, les progrès et le résultat de l'émeute et présentant la défense des autorités civiles.

Memphis 24.—Quatre cas de choléra ont été annoncés aujourd'hui, dont un a été mortel.

Les rapports qui nous parviennent de l'intérieur représentent la récolte comme devant être mauvaise. Le manque de pluie a occasionné une grande détresse, et on ne récoltera pas de maïs. Par extraordinaire nous commençons à entendre le fruit ici.

Louisville, 24.—Vente de 127 boucauts de tabac en feuilles à des prix plains. Farine superfine 7; blé 2 30; maïs mélangé 60; avoine 35; toile d'emballage de l'Inde 40; coton 18; porc mess 23 25; bacon épaules 17 1/2; plats côtés découpés 21 1/2; graine 21, whisky 2 28.

Cincinnati, 24.—Farine en bonne demande de 9 75 à 10 50 les qualités supérieures; maïs languissant à 58 et 65; porc mess 23; viandes en morceaux à 15 pc 17 1/2; graisse 20 1/2 et whisky 2 30.

St-Louis, 24.—Farine ferme de 8 à 9 50 l'un; tra et 10 25 @ 12 la double extra; blé 2 23 à 2 45; maïs 61 à 75, avoine 60 1/2. Pas de changement dans les provisions et le whisky.

Augusta 24—Une balle de coton de la nouvelle récolte classée bon middling a été vendue aujourd'hui à 50 cents.

(*Autres dépêches.*)

Berlin, 23 août.—La paix est conclue avec la Bavière et la Hesse Darmstadt. La Bavière cède à la Prusse le Décroit du Nord et lui paye une indemnité de 30 millions de florins. Darmstadt cède la Hesse et Hanbourg et le droit exclusif de mettre une garnison à Mayte, mais retient la Haute Hesse qui joint la Confédération du Nord.

La Prusse évacue déjà la Bohême qui sera purgée d'ennemis vers le 15 septembre.

Paris, 15 août.—La *Patrie* dit que Napoléon ordonne directement la Vénétie à l'Italie.

Pesth, 22 août.—Après la conclusion de la paix, l'Autriche nommera un ministre bourgeois conservateur.

La diète sera rouverte en septembre.

Charleston, 23 août.—Le gouverneur Orr a convoqué en session extraordinaire la Législature pour le quatrième lundi de septembre, afin de mettre les lois de l'Etat en harmonie avec les actes récents du Congrès et aviser aux embarras financiers des habitants de la Caroline du Sud.

Washington, 22 août.—Suivant les instructions du secrétaire de la guerre, le général Howard, commissaire du bureau des affranchis, n'ordonné qu'à partir du 1er octobre prochain la distribution des rations soit discontinuée, excepté aux malades dans les hôpitaux régulièrement organisés et dans le maisonnet orphelins pour les affranchis et réfugiés déjà établies. Les Etats qui doivent avoir soin de leurs pauvres seront prévenus de cette mesure afin qu'ils aient à pourvoir aux mêmes aux besoins des indigents compris dans les exceptions de l'ordre.

CHRONIQUE LOCALE.

RAPPORT MORTUAIRE.—Le nombre des enterrements tel qu'il a été rapporté dans les dernières vingt-quatre heures, au Bureau de Santé a été de 69 en tout, dont 40 enterrements de blancs et 29 enterrements de noirs. Dans ces chiffres sont compris 26 cas de choléra, classés comme suit: 24 blancs et 2 noirs.

SÉRÉNADE.—Une nombreuse délégation de la police du Deuxième District s'est transportée hier rue Robin où demeure le lieutenant Manning pour l'honorer d'une sérénade. Le lieutenant Manning a passé du Second au Premier District, mais il a laissé dans ce district des impressions qui ne s'effaceront jamais et le compliment est mérité.

MEURTRE OU ASSASSINAT.—L'affaire de Peter Orsini accusé d'avoir tué Louis Conoli, a été examiné hier devant le recorder Gastinel.

Cassa Beno dépose que lundi soir 27, le défunt était dans un café rue du Maine; qu'il vit le prévenu parler au défunt. Orsini devenant très bruyant, fut mis à la rue par le maître de l'établissement.

Bientôt après, l'attention du témoin fut attirée par du bruit qui se faisait dans le voisinage; il se rendit sur les lieux et vit Orsini qui se battait avec le défunt et une tierce personne qui tâchait de les séparer. Il vit le prévenu s'enfuir quelques instants après. Le défunt ramassa son chapeau et prit le chemin de sa demeure. Le témoin suivant la tournoie l'aida à se débarbouiller et trouva qu'il avait reçu deux coups de poignard au côté gauche.

John Lorenzo, déposé qu'il a rencontré l'accusé le 12 vers minuit rue de Chartres, entre les rues Dumaine et St-Philippe. Le prévenu l'arrêta et lui dit: "Je viens de tuer un homme; je lui ai donné quatre coups de couteau," en ce même temps il montra l'arme qu'il avait à la main. Le témoin lui demanda s'il n'était pas fou. "Non," répliqua-t-il, "il est bien vrai que j'ai tué un homme ce soir."

L'accusé a été remis en prison d'où il ne sortira que pour comparaître devant la cour criminelle.

EXPLOSION DE BOUILLOIRE.—Le signal d'alarme a été causé hier par l'explosion de la bouilloire d'une machine à vapeur située à l'usine Claiborne et Orléans. L'explosion a mis le feu à la bâtisse, mais il a été promptement éteint. Nathan Dow Dominick a été blessé par cette explosion est considérable. Le M. télégraphique qui passe dans la rue d'Orléans a été coupé et un nommé Nadel Feuley a été blessé par une brique que cet ouvrage lui a lancée, bien qu'il fut à quelque distance dans le voisinage.

COMITÉS DES CONSEILS.

Le comité de santé, dont nous avons annoncé hier la formation, a imaginé qu'il fallait que les ponts fussent placés de manière à ce que l'eau put passer dessous, et que les rues fussent nettoyées par le commissaire des rues.

Nous avions innocemment pensé que cela se faisait ou devait se faire depuis quelque vingt ans, si ce n'est davantage. Mais voilà qu'un nouveau comité propose du département de l'inspection employé à fournir de l'eau en quantité suffisante pour laver les rues et la tirant du fleuve et en la tirant dans les grandes tières. Bien trouvé, et combien cela coûtera-t-il?

Quant à la chaux, le commissaire des rues est chargé d'en acheter assez pour en semer dans les rues et gouttières, un jour ou l'autre, de temps en temps, à la guise et suivant qu'il le trouvera convenable. Ah, le bon temps, et quelles formidables preuves justificatives le département des rues présentera!— Combien cela coûtera-t-il!

Après ces grandes mesures, le comité s'ajourne.

Puisse-t-il s'ajourner pour toujours!

Affaires d'Allemagne.

LA PRUSSE ET LA BAVIÈRE.

On lit dans le *Journal des Débats*:

L'armistice a été signé le 26, c'est-à-dire le dernier jour du délai de cinq jours proposé par la Prusse et accepté par l'Autriche pour l'entente sur les préliminaires de paix ne pouvant être définitivement conclus que dans un délai de quinze jours. Les hostilités ont donc cessé sur le Mein, et il n'est plus question de marcher sur Francfort. Il ne reste plus qu'à régler les conditions de la paix avec la Bavière, le Wurtemberg et autres Etats qui ont pris part aux dernières hostilités, cela prouve que la Prusse a entrevoyait la possibilité de réunir l'Allemagne entière autour d'elle; car ce n'est qu'après avoir été que la Prusse peut se séparer nettement avec la France.

En attendant, la Prusse s'est terminé avec l'Autriche, sans rien imposer contre les intérêts de la France. C'est alors seulement que l'on saura si les dernières dépêches de Vienne sont à la hauteur de la mission que le Cabinet des armes lui confiée.

On lit dans la *Patrie*:

"La mise en état de siége de la Basse-Autriche paraît avoir été prévue à Vienne depuis quelque jours déjà. On vient de communiquer à la Diète la date du 21, à laquelle nous trouvons en passage:

"Les peuples n'appartiennent pas à la politique de la révolution à tout prix que la paix militaire s'efforce de faire prévaloir. Un appel au vue de réaliser une levée en masse est resté sans écho, et la population ne conçoit pas que, dans un moment où la monarchie est si malheureuse politique de la maison de Habsbourg.

Le protectorat français! Tous les nerfs de notre race repoussent cette alliance se révolte contre cette solution.

Reste donc l'accession à la Prusse comme solution unique. En nous rattachant à la Prusse, nous conservons le Zollverein, nous nous maintenons en contact vivace avec les progrès de l'esprit allemand; nous participons aux bénéfices d'un grand et puissant Etat.

Il paraît que le Slesvig même se rallie à la politique victorieuse, car une dépêche de Flensburg nous apprend que le chef du parti national danois du duché a publié un appel au peuple pour l'engager à reconnaître de bon gré la souveraineté de la Prusse.

Le gouvernement autrichien aux abois sollicite probablement l'esprit chevaleresque ou plutôt la pitié de la Hongrie; car un télégramme de Vienne annonce qu'il est défendu de divulguer les négociations qui ont eu lieu dernièrement entre l'Autriche et les chefs hongrois. L'impératrice, qui a sans doute tâché de réveiller dans la nation magyare les traditions de Marie-Thérèse, est revenue ces jours passés de Pesth à Vienne.

La mise en état de siége de Vienne et de la Basse-Autriche a eu un premier résultat qui devait être prévu, c'est la démission de Schmerling. Il paraît que le président du Conseil particulièrement l'objet des attaques des Radicaux, auxquels M. Greeley proposait la résolution suivante qui a été adoptée à l'unanimité:

"Résolu que nous considérons le Président des Etats-Unis comme coupable devant Dieu et devant la nation du crime d'avoir permis le massacre de citoyens loyaux des Etats-Unis, par des rebelles qui, pendant quatre ans, ont cherché à détruire l'Union. Il ne saurait donner aucune excuse à sa conduite, tuais, au contraire, il mérite la réprobation de tous les partisans de l'ordre et de la liberté dans notre pays."

Il n'est pas question de politique dans cette résolution, mais il y a plus que cela, il y a en trois ou quatre lignes, contre le Sud un réquisitoire chargé de plus de venin. M. Greeley parle du *massacre de citoyens loyaux exécutés par des rebelles qui pendant quatre ans ont cherché à détruire l'Union*. Cette dernière partie de la sentence est exactement vraie. Nous croyons que le Sud a cherché pendant quatre ans à détruire l'Union et que l'histoire gravera cette vérité en caractères éternels.

Il n'est pas question de politique dans cette résolution, mais il y a plus que cela, il y a en trois ou quatre lignes, contre le Sud un réquisitoire chargé de plus de venin. M. Greeley parle du *massacre de citoyens loyaux exécutés par des rebelles qui pendant quatre ans ont cherché à détruire l'Union*. Cette dernière partie de la sentence est exactement vraie. Nous croyons que le Sud a cherché pendant quatre ans à détruire l'Union et que l'histoire gravera cette vérité en caractères éternels.

Mais ces quatre ans sont passés; le Sud a cherché à s'étendre, et n'a pas atteint son but. S'ensuit il que maintenant qu'il est soumis, il veuille nécessairement massacrer les loyalistes? Non, et le Sud ne l'a pas fait. Le Sud n'a pas massacré un seul citoyen loyal depuis que la guerre est finie, c'est à dire depuis qu'il n'a plus à les combattre sur les champs de bataille, et M. Greeley, tout Greeley qu'il est, ne parviendra pas—à faire croire que le Sud est peuplé d'assassins, et que, de propos délibéré, on ait voulu y faire une St-Barthélemy de loyalistes.

Il est surprenant, d'ailleurs, que M. Greeley qui a du talent et du savoir et qui doit avoir du bon sens, ait représenté le président Johnson comme l'instigateur de ce massacre. Le président Johnson a-t-il rien fait ou rien dit qui ait pu donner lieu à cette accusation? Le président Johnson a soutenu nécessairement l'autorité civile qu'il avait restaurée? Pouvait-il faire autrement sans commettre une injustifiable inconséquence? Des conspirateurs ont été ourdies; du petite ambitieux ont tramé dans l'ombre le plus complote contre la sûreté de l'Etat; ils visent à le renverser pour avoir des places; ils ont l'adresse d'intéresser à leur projet ténébreux d'innocents affranchis séduits par des paroles perfides; des désordres éclatent; on confie s'engage entre l'autorité civile et des émeutiers; l'autorité se défend, et parce qu'elle a usé d'armes dont on usait contre elle, et parce qu'il y a eu plus de morts ou de blessés d'un côté que de l'autre, on dira qu'elle a massacré et qu'elle a massacré par l'instigation du président Johnson!

Il faut être exalté-radical, — il faut être ultra-anti-sudiste, — il faut être aveuglé par toutes les plus basses passions de l'esprit de parti pour trouver des choses d'une flagrante aussi manifeste; et si M. Greeley ne croit pas, il est bien coupable de tâcher d'y faire croire les autres en répandant ses calomnies dans son journal et en les proclamant dans un meeting.

Du reste, nous avons compris, au tôt de la presse du Nord, qu'elle n'était pas bien satisfaite de l'impression que les fausses correspondances et les articles d'indignation avaient produite sur l'esprit du peuple. La presse s'est passionnée à propos de rien; la presse du Nord est resté froid à cette querelle qui lui a paru, sans doute, beaucoup plus noire que blanche, et ceux la seuls qui sont affiliés au parti radical ont fait écho aux diatribes du journal de M. Greeley. Il semble même que si le parti radical persiste dans son hostilité contre le Président et le Sud, il commence à éprouver quelque isolement dans l'effusion théâtrale de ses calomnies et de ses haines.

Affaires d'Europe.

Suivant une dépêche de Berlin, la Prusse n'aurait pas entièrement abandonné l'idée de faire entrer les Etats de l'Allemagne du Sud dans la Confédération germanique, car des conférences des ministres discutait précisément cette question avant-hier. Ceci s'accorde peu avec l'article du *Moniteur* prussien que nous avons reproduit hier. Mais il paraît que ce n'est le Sud lui-même qui demande à rentrer dans le giron de la Confédération. Voici, en effet, un article de la *Gazette du pays de Bade* (*Badisch Landes Zeitung*) que nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs:

PAS DE FRONTIÈRES DU MEIN, LIBRE ACCÈS ENTRE LE SUD ET LA PRUSSE ET AU PARLEMENT ALLEMAND.

Tout indique que la Prusse,—par ménagement sans doute pour les puissances européennes, qui veulent la déplacer se former un Etat fédératif de près de quarante millions d'Allemands, sous l'hégémonie de la Prusse, et peut-être aussi par égard à la sotte antipathie contre les Prussiens, qui y est si longtemps établie dans le Sud,— tout indique que la Prusse a résolu d'abandonner l'Allemagne du Sud à elle-même. Le résultat serait la Confédération d'Etats, ou un Etat fédératif du Midi. Ce n'est point ainsi que l'entend réunir l'Allemagne du Nord, la France et l'Autriche. Ce serait la pour nous le plus grand malheur, et nous ne pouvons croire à ce but de cognizer.

Entre trois grandes puissances, le groupe des Etats du Sud serait beaucoup trop faible pour prétendre à une existence nationale indépendante. Il serait le jouet des trois puissances, la cible de leurs intrigues et de leurs visées d'agrandissement. Le Sud ne pourrait arriver à la sécurité et à l'unité qu'en se mettant sous le protectorat d'une grande puissance.

On notre intérêt nous attire-t-il donc? Certainement pas du côté de l'Autriche. Au point de vue économique, intellectuel et politique, nous sommes liés, en bien comme en mal, à la Prusse. Dans la question de territoire, voir l'annonce publiée dans une autre colonne.

Affaires d'Allemagne.

LA PRUSSE ET LA BAVIÈRE.

On lit dans le *Journal des Débats*:

L'armistice a été signé le 26, c'est-à-dire le dernier jour du délai de cinq jours proposé par la Prusse et accepté par l'Autriche pour l'entente sur les préliminaires de paix ne pouvant être définitivement conclus que dans un délai de quinze jours. Les préliminaires de paix ne pouvant être définitivement conclus que dans un délai de quinze jours. Les hostilités ont donc cessé sur le Mein, et il n'est plus question de marcher sur Francfort. Il ne reste plus qu'à régler les conditions de la paix avec la Bavière, le Wurtemberg et autres Etats qui ont pris part aux dernières hostilités, cela prouve que la Prusse a entrevoyait la possibilité de réunir l'Allemagne entière autour d'elle; car ce n'est qu'après avoir été que la Prusse peut se séparer nettement avec la France.

En attendant, la Prusse s'est terminé avec l'Autriche, sans rien imposer contre les intérêts de la France. C'est alors seulement que l'on saura si les dernières dépêches de Vienne sont à la hauteur de la mission que le Cabinet des armes lui confiée.

On lit dans la *Patrie*:

"La mise en état de siége de la Basse-Autriche paraît avoir été prévue à Vienne depuis quelque jours déjà. On vient de communiquer à la Diète la date du 21, à laquelle nous trouvons en passage:

"Les peuples n'appartiennent pas à la politique de la révolution à tout prix que la paix militaire s'efforce de faire prévaloir. Un appel au vue de réaliser une levée en masse est resté sans écho, et la population ne conçoit pas que, dans un moment où la monarchie est si malheureuse politique de la maison de Habsbourg.

Le protectorat français! Tous les nerfs de notre race repoussent cette alliance se révolte contre cette solution.

Reste donc l'accession à la Prusse comme solution unique. En nous rattachant à la Prusse, nous conservons le Zollverein